CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 6 au 10 octobre 2025

EN REMPLACEMENT

JEUDI 09 octobre 2025 à 14 h 15 **Questions orales**

Projets et proposition de loi

1. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 10 janvier 2024 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'attribution et répartition du montant fixé à l'article 2 de la décision du Comité des Ministres de l'Union économique belgoluxembourgeoise (UEBL) du 14 décembre 2001, telle que modifiée par la décision du Comité des Ministres de l'UEBL du 31 août 2021, n°s 1000/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Benoît Piedboeuf]

2. Projet de loi portant approbation de la souscription de la Belgique à l'augmentation générale de capital de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, n°s 1001/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Dieter Vanbesien]

3. Proposition de loi (Franky Demon, Steven Matheï, Koen Van den Heuvel) modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration en ce qui concerne l'instauration de conditions de recevabilité pour les demandes d'avis adressées à la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration, n°s 662/1 à 6.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Wim Van der Donckt, Matti Vandemaele et Jeroen Bergers]

09/10/2025 2540 7

- 4. Projet de loi modifiant la loi du 19 mars 2023 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne le système d'entrée/sortie, n°s 1048/1 à 3.
 - [matière visée à l'article 74 de la Constitution l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement Rapporteur : Franky Demon]
- 5. Proposition de loi (Peter Buysrogge, Luc Frank, Mathieu Michel, Axel Weydts, Koen Van den Heuvel) relative à l'envoi d'une lettre de sensibilisation aux enjeux sécuritaires pour lequel l'accès à certaines informations du Registre national des personnes physiques par le ministère de la Défense est nécessaire, n°s 949/1 à 9.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteurs - Luc Frank et Kjell Vander Elst]

Interpellations

- Interpellation de Mme Ludivine Dedonder (PS) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "le coup de massue que constitue la réforme des pensions pour 1/3 des pensionnés et 70 % des femmes" (n° 143).
- Interpellation de Mme Ellen Samyn (VB) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "l'incidence de la réforme des pensions sur les femmes " (n° 144).
- Interpellation de Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "l'incidence de la réforme des pensions sur les femmes" (n° 145).
- Interpellation de Mme Sarah Schlitz (Ecolo-Groen) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "l'impact de la réforme des pensions sur les femmes" (n° 146).

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7) (Voir annexe)

Votes nominatifs

 sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Marijke Dillen (VB) à la ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord sur "les incessants arriérés de paiement des interprètes et traducteurs jurés" (n° 126).

[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 1er octobre 2025]

2. sur les projets et les propositions de loi terminés.

à	1	Я	h	05
•		u		vJ

Reprise éventuelle de la séance de 14 h 15.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

- Proposition de loi (Lode Vereeck, Wouter Vermeersch, Reccino Van Lommel, Kurt Moons, Dieter Keuten) instaurant un taux de TVA réduit sur les vêtements de protection pour les conducteurs et les passagers de motocyclettes, de bicyclettes, de speed pedelecs et de trottinettes électriques, ainsi que sur les vêtements de protection des cavaliers, n° 1059/1.
- 2. Proposition de résolution (Staf Aerts, Rajae Maouane, Tinne Van der Straeten, Meyrem Almaci, Sarah Schlitz, Dieter Vanbesien, Matti Vandemaele, Jeroen Van Lysebettens, Stefaan Van Hecke) visant à suspendre l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël, en vue de mettre fin aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis par Israël, n° 1061/1.
- 3. Proposition de résolution (Funda Oru, Jan Bertels) concernant la promotion de l'utilisation correcte et rationnelle des médicaments, n° 1062/1.
- 4. Proposition de loi-cadre (François De Smet) relative à la régulation encadrée de la production, de la distribution et de la consommation du cannabis, n° 1068/1.
- 5. Proposition de loi (Patrick Prévot, Sophie Thémont, Caroline Désir, Ludivine Dedonder, Pierre-Yves Dermagne) modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en vue d'élargir le droit à l'oubli aux assurances liées aux crédits à la consommation, n° 1079/1.
- 6. Proposition de loi (Isabelle Hansez, Anne Pirson, Aurore Tourneur) modifiant l'article 203 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances afin d'aligner la durée des assurances incapacité de travail sur l'âge légal de la pension, n° 1082/1.
- 7. Proposition de loi (Irina De Knop, Vincent Van Quickenborne, Kjell Vander Elst) modifiant diverses dispositions en vue de mettre fin aux recrutements statutaires à la SNCB et chez Infrabel, n° 1086/1.

- 8. Proposition de résolution (Els Van Hoof) relative à la libération immédiate de Victoire Ingabire de sa prison rwandaise, n° 1087/1.
- Proposition de loi (Niels Tas, Oskar Seuntjens) modifiant diverses dispositions en ce qui concerne l'instauration du port du casque obligatoire, de limitations de vitesse et de puissance et d'une obligation d'assurance pour les engins de déplacement électriques légers (trottinettes électriques), n° 1088/1.
- 10. Proposition de loi (Carmen Ramlot, Jean-François Gatelier, Anne Pirson, Isabelle Hansez, Stéphane Lasseaux) modifiant la loi du 9 octobre 2023 modifiant la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé en vue de pérenniser l'habilitation accordée aux pharmaciens d'administrer le vaccin contre la grippe, n° 1091/1.